VENDREDI 29 AVRIL 2022 WWW.TEMOIGNAGES.RE

Témoignages

JOURNAL FONDÉ LE 5 MAI 1944 PAR LE DOCTEUR RAYMOND VERGÈS N° 20130 - 77EME ANNÉE

Dans la 5e circonscription de La Réunion, populariser les idées du Parti communiste réunionnais et sortir une région de l'abandon

David Gauvin, candidat du PCR aux législatives : « libérer les énergies et éradiquer la grande pauvreté »

Entrepreneur social à Saint-André, et éditorialiste à Témoignages, David Gauvin aura la responsabilité de conduire la bataille des législatives dans la 5e circonscription de La Réunion qui comprend une bonne partie de l'Est du pays : Saint-André, Salazie, Bras-Panon, Saint-Benoît, Plaine des Palmistes, Sainte-Rose et Saint-Philippe. Ce sera un moment important pour faire connaître aux Réunionnais les propositions que le PCR compte faire prospérer à l'Assemblée nationale, notamment l'éradication de la grande pauvreté, l'autonomie énergétique et alimentaire ainsi qu'une réforme de l'organisation politique de La Réunion.

David Gauvin, 41 ans, est entrepreneur social. Ceinture noire de judo et titulaire d'un master en sciences politiques, d'un second en droit public et d'un troisième en management des organisations.
Il habite à Saint-André, mais ses activités l'emmènent à intervenir sur tout le territoire Est de La

Réunion.

– Qu'est-ce qui a motivé votre engagement dans le Parti communiste réunionnais ?

Je suis issu d'une famille de militants communiste. En plus d'avoir depuis toujours côtoyé le parti, mon engagement personnel est né le 21 avril 2002. Depuis ce jour, j'ai décidé de mener le combat pour un monde meilleur où que je sois. Tout d'abord en tant que secrétaire régional de l'Union des Étudiants Communiste du Languedoc Roussillon, ensuite comme responsable régional du Mouvement de la Jeunesse Communiste et naturellement au sein du Conseil fédéral du PCF de l'Hérault. Et naturellement à mon retour en 2007, j'ai milité au PCR, sans jamais rien demander en retour.

«Je me suis toujours battu pour que tout le monde ait une situation stable»

– Vous êtes un chef d'entreprise du secteur de l'aide à la personne. Dans quelle mesure le développement de ce secteur économique peut-il être une réponse au chômage à La Réunion ?

Le secteur est un des plus dynamiques sur l'île au vu des besoins. Il permet à beaucoup de femmes, dans la grande majorité, après une formation diplômante d'un an, de pouvoir travailler en CDI. Depuis 15 ans, que je dirige des structures public-privé ou associatives, je me suis toujours battu pour que tout le monde ait une situation stable, c'est-à dire en CDI à temps plein.

– Quels seraient les points les plus urgents à aborder dans la Conférence territoriale élargie et à faire figurer dans une future loi-programme pour La Réunion que vous défendriez à l'Assemblée nationale ?

Tout d'abord, il faut parler de l'autonomie alimentaire, on a de vraies craintes sur l'approvisionnement de l'île, rien qu'à voir la crise actuelle de l'huile. Ensuite, il nous faut faire une vraie autonomie énergétique et surtout accompagner la transformation de notre mode de vie en lien avec le changement climatique. Et il nous faudra discuter des moyens pour réaliser les objectifs sans aucun tabou. L'organisation actuelle répond-elle à nos besoins ? Je ne le pense pas.

« Redonner de l'espoir à une terre abandonnée »

– L'Est de La Réunion apparaît souvent comme négligé en termes d'investissements de l'État par rapport à d'autres régions de La Réunion. Comment comptez-vous répondre à la volonté de changement manifestée par la population de la 6e circonscription lors de la présidentielle ?

L'Est en un territoire délaissé. Dans un Péi considéré comme socialement hors norme, l'Est l'est encore plus. Pourtant ce territoire est riche, mais il a surtout servi de monnaie d'échange pour les ambitions des uns et des autres. Notre candidature est mise au débat pour redonner de l'espoir à une terre abandonnée et redonner la fierté à ses habitants. Pour répondre à ce besoin de changement, nous devons redonner de la noblesse à la fonction élective, mais aussi une certaine éthique. Il nous faudra rapidement réunir une conférence territoriale dans la circonscription pour inscrire le travail législatif dans le consensus ainsi défini. Mais surtout nous devons changer la vie des gens, libérer les énergies et éradiquer au cours du mandat la grande pauvreté.

Témoignages

Fondé le 5 mai 1944 par le Dr Raymond Vergés
77e année
Directeurs de publication :
1944-1947 : Roger Bourdageau ; 1947 - 1957 : Raymond Vergés ; 1957 - 1964 : Paul Vergés ; 1964 - 1974 : Bruny Payet ; 1974 - 1977 : Jean Simon Mounoussany Amourdom ; 1977 - 1991 : Jacques Sarpédon ; 1991- 2008 : Jean-Marcel Courteaud
2008 - 2015 : Jean-Max Hoarau
2015 : Ginette Sinapin

6 rue du général Émile Rolland
B.P. 1016 97828 Le Port CEDEX
Rédaction
TÉL. : 0262 55 21 21 - E-mail : redaction@temoignages.re
SITE web : www.temoignages.re
Administration
TÉL. : 0262 55 21 21
Publicité : publicite@temoignages.re
CPPAP : 0916Y92433

Matinée de l'insertion

CINOR : Poursuite de la mobilisation collective pour l'avenir de notre jeunesse

Jacques Lowinski, président de la Mission locale Nord, Maurice Gironcel, président de la CINOR, et Camille Dagorne, sous-préfète déléguée à la Cohésion sociale.

La CINOR s'engage dans le cadre de sa stratégie SBE, auprès du dispositif Contrat d'Engagement Jeune (CEJ) porté par la Mission Locale Nord, par la création d'un temps de rencontre entre les employeurs et l'opérateur Mission Locale Nord. La finalité du dispositif est l'insertion professionnelle durable : Sortie emploi : CDD> 6 mois, CDI, Alternance. D'où les rencontres de l'Insertion organisées hier en la salle du Conseil Communautaire de la CINOR, en présence de tous les participants.

L'Objectif de cette matinée était de créer un temps d'échange, rencontre et information entre les entreprises, la CINOR et la MLN au sujet des problématiques de recrutement mais également le vivier de candidats dont dispose la Mission Locale Nord.
Une problématique centrale résumée hier, sous forme de boutade, certes, mais, révélateur de l'enjeu : « Aujourd'hui, nous sommes là pour répondre en deux heures à une question : comment réaliser en deux heures l'adéquation entre les besoins des entreprises et les aspirations des jeunes ? ».

Aspiration centrale et unanime : un emploi stable

Un défi qui évidemment n'a pu être relevé mais à qui a minima a pu avancer au vu des échanges entre les représentants du monde économique et des jeunes présents à cet événement.
Car, au final, tout ramène à cette aspiration centrale et unanime : un emploi stable, ainsi que l'ont expri-

mé les jeunes engagés dans un parcours de CEJ.
Un objectif, par ailleurs, soutenu par l'ensemble des partenaires dont la CINOR. Au nom de laquelle, son représentant, Maurice Gironcel a rappelé le soutien actif, permanent et sans condition en faveur de l'insertion des jeunes à travers le recours aux différents dispositifs légaux mais également à travers le soutien de l'EPCI en faveur du tissu économique se déclinant notamment par un programme d'investissements pluriannuels soutenant le développement économique.
Intervenant pour le compte de l'État, le Sous-Préfète déléguée à la Cohésion sociale, Camille Dagorne a planté le décor :
« La Réunion connaît historiquement des taux de chômage particulièrement élevés (jusqu'à près de 25 %) et notamment chez les moins de 25 ans, dont 1/3 sort du système scolaire sans diplôme » avant de rappeler l'action de l'État :

Action de l'Etat

« Conscient de ces difficultés, le Gouvernement a activement soutenu l'île avec le déploiement de mesures fortes qui portent leurs fruits.
Au cours de l'année 2020, La Réunion a été une des rares régions françaises créatrices nette d'emplois. Fin 2021, le nombre de demandeurs d'emploi (catégorie A) s'établit à 126 410, en baisse de 4,4 % sur un an. Il est de 159 280 toutes catégories confondues soit une baisse de 2,3 % sur un an.
Aujourd'hui le taux de chômage se situe autour de 17 %, encore 2 fois le niveau national mais en très nette amélioration.
Même si la situation demeure fragile, en particulier pour les jeunes dont le taux d'activité reste trop bas (39 % contre 48 % pour l'ensemble de la population active), La Réunion est le département d'Outremer qui voit sa situation au regard du chômage s'améliorer le plus nettement.
On estime à environ 100 000 le nombre de jeunes de 18 à 25 ans à La Réunion, dont plus de la moitié sont élèves ou étudiants ou en emploi. Restent donc quelques 42 500 jeunes auxquels s'adressent les politiques d'emploi qui sont surtout sur le bassin Nord.
C'est pour ces jeunes que le Gouvernement a déployé le plan 1 Jeune 1 Solution en 2021 afin d'offrir le maximum d'opportunités pour une jeunesse durement frappée par le contexte de crise ».

77 % des jeunes sans diplôme privés d'emploi

« En effet, mettre le pied à l'étrier est souvent compliqué pour un jeune et notamment un jeune peu ou pas diplômé, qui ne dispose pas des codes de l'entreprise, et cela a été rendu encore plus complexe depuis deux ans.
Par exemple, les jeunes qui n'ont aucun diplôme sont à 77 % inactifs ou sans emplois.
Nous mesurons chaque jour combien les acteurs de La Réunion sont en capacité de se mobiliser pour offrir des solutions aux jeunes éloignés de l'emploi et le secteur privé, le monde des entreprises est au cœur de cette dynamique collective.
Pour ne citer que quelques mesures mises en place par l'État au cours des derniers mois, sur lesquelles nous sommes en lien étroit, je voudrais souligner :
– le développement fort des contrats d'apprentissage notamment grâce aux aides à l'embauche du plan France Relance, plus de 10 700 contrats ayant été signés depuis le 1er janvier 2021 ;
– la réussite également de la garantie jeune en 2021 qui a vu les entrées doubler, passant de 2800 jeunes à 5 158. Ce niveau sera maintenu avec le Contrat d'engagement jeunes ;
– L'embauche aussi de 1 175 contrats aidés initiative économique (CIE) dans le secteur marchand en 2021, soit 600 de plus que fin 2020 ;
– ou encore l'accompagnement de 5 695 jeunes en AIJ Accompagnement intensifs jeunes par pôle emploi.
Sans être exhaustif il conviendrait aussi d'ajouter les dispositifs autour de l'IAE, des emplois francs et du développement des compétences, qui sont également mobilisés au bénéfice des plus jeunes. Je citerai enfin les accompagnements proposés par le RSMA », a conclu la représentante de l'État .

« Un travail »

La parole a ensuite été donnée aux représentants de la Mission Locale Nord, de l'INSEE et des jeunes engagés dans ce dispositif « CEJ » dont l'aspiration commune se résume à ce leitmotiv naturel, légitime et dont tout un chacun porteur de mandat surtout politique ne pourra se défausser : « Un travail », revendication de l'immense majorité de Réunionnaises, jeunes ou moins et incarnée par la CGTR , les fameux : « Donn Kréol travay » ! Ou « Travail : Oui ! Chômage : Non ! ».

Maurice Gironcel : « Notre volonté est de créer toutes les conditions à la création d'activités et d'emplois sur notre territoire Nord avec l'ensemble des partenaires et des forces vives »

Nous publions ci-après le texte de l'intervention de Maurice Gironcel, le Président de la CINOR, à l'occasion de l'ouverture de cette matinée :

« Au nom du Conseil Communautaire et en mon nom personnel, je vous souhaite la bienvenue, ici au siège de la CINOR où vous êtes ici chez vous.
Je voudrais exprimer mes plus vifs remerciements à l'ensemble des partenaires pour leur engagement dans cette chaîne de solidarité autour de nos jeunes à travers ces rencontres de l'insertion, sous l'impulsion de mon Premier Vice-Président, Jacques Lowinsky.
Lequel, nous invite, à travers cette matinée, à visiter ce nouveau dispositif au service de nos jeunes, tremplin pour l'insertion, la formation et l'emploi.
En effet, si nous sommes là, ce matin, c'est bien pour rappeler haut et fort notre volonté de poursuivre l'action collective afin d'assurer à notre jeunesse un avenir meilleur par un soutien et un accompagnement actif.
La CINOR, en tant que communauté d'agglomération du Nord y apporte sa contribution. En décembre dernier, avec les élus communautaires, nous faisons le choix d'un grand plan pluriannuel d'investissements de plus de 300 millions d'euros.
C'est autant de moyens que nous mettons directement à destination des entreprises du territoire mais aussi pour des projets qui vont créer directement des emplois.
Nos projets, à l'image du téléphérique, en service depuis maintenant plus d'un mois contribue à proposer une alternative au tout automobile et à faire sauter ce frein à l'embauche que peut représenter les difficultés de déplacement.
Nous accompagnons également nos jeunes sur les métiers de demain et d'avenir.
Notre technopole, avec plus de 2 500 emplois de haut niveau, est un véritable terreau d'innovations où le génie de nos jeunes réunionnais s'exprime et s'exporte dans le monde entier.
Nous irons encore plus loin avec la livraison prochaine du CUBE, la 1ère plateforme dédiée aux sciences du vivant, à l'innovation, le développement et l'accélération dans les Outre-mer.
Vous l'aurez compris, notre volonté est de créer toutes les conditions à la création d'activités et d'emplois sur notre territoire Nord avec l'ensemble des partenaires et des forces vives.
Je salue une nouvelle fois, l'initiative d'aujourd'hui, et l'action de la Mission Locale Nord, qui permet de créer de nouvelles passerelles entre notre population, le monde économique et la force publique que nous représentons au sein de nos collectivités.
Je rappelle en effet qu'en tant que Communauté de Projets, la colonne vertébrale de notre Collectivité s'articule autour de ces deux valeurs fondamentales que sont la Solidarité et la Fraternité, déclinées, par ailleurs, dans toutes nos domaines de compétences.
Cet engagement se traduit concrètement par :
Un meilleur accès de nos jeunes et étudiants au sein des services de la CINOR sur la base d'une offre sans cesse étoffée : Contrat d'Apprentissage, Contrat de Professionnalisation, stage d'immersion professionnelle.
Mais aussi l'organisation des « Journées du Territoire » pour nos entreprises réunionnaises et notre SBA – Stratégie du Bon d'Achat.
Ainsi, la CINOR a fait le choix de promouvoir l'insertion et la généralisation des clauses Sociales dans les procédures d'appels d'offre, permettant ainsi l'insertion sociale de nos jeunes, jusque-là éloignés du marché de l'emploi.
Avant de conclure, j'appelle également de mes vœux que ces rencontres de l'insertion puissent apporter de nouvelles perspectives à notre jeunesse. Là aussi je sais que les attentes sont grandes et que nous avons un rôle collectif et individuel à jouer.
Je vous adresse, donc, à toutes et à tous nos remerciements les plus chaleureux pour votre contribution, à faire de La Réunion tout entière, au-delà du territoire communautaire de la CINOR, une « TERRE D'AVENIR » portant en son cœur l'Humain dans sa globalité.
Je vous remercie pour votre attention.

Oté

Kèl loi pou nou ? Kèl gouvèrnans ?

E si nou téi éssèye in kou in loi rényoné, in gouvèrnans rényoné !

Mézami mi sorte antande dann radyo in sondaz dsi la popilarité bande zom épi bande fam politik la Rényon. Kan mi antande toute sak demoune i di dann radyo dsi banna – Kan mi oi an limazinassion kalité kostime i taye pou zot, mwin téi panss lo sondaze téi sava règ zot konte, épi fé konprande azot lé l'èr pou rante zot kaz é pi arsote zamé.

Mé oila, la pa sak mwin téi kroi, an kontrère ! Néna bande zom politik épi bande fam politik, néna bande zélu lé popilèr issi la Rényon, mèm néna pliské popilèr… Alors, mi diré, la pa par zot demoune la Rényon lé an kolèr. Si lété par zot lo sondaze nora pad one sak li la doné. Sondaze triké ? Néna lontan mi kroi pi sa.sondaz lé santifik épa arienk kan li di sak mi yème antande.

Alor bande zéléktèr lé an kolèr é d'apré mwin zot kolèr lé lézitime : mi sorte lir dé-troi kozman Elie Hoarau la di, mèrkrodi dann son konférans dé près. Solon li kan i fé lo bilan la sityassion rényonèze, sityassion-la lé pa bon kissoi lo nonb shomèr, kissoi toute sak i rode in lojman é i gingn pa, kissoi la vi shère, kissoi l'éshèk lékol. Ni pouré ankor parl linégalité-linzistis sossyal-, la mizèr, lo manke konsidérassion in bonpé d'moune i soufèr dann in péi néna pou drapo « lo viv ansanb »

Mé bande rényoné lé pa kontan par raporte in sistème gouvèrnman l'amenn azot dann in train konmsa é solon noute kamarade Elie, i f opa konte dsi gouvèrnman-ninporte ékèl – pou tire anou dann trin-la. La loi Macron ? Fyé pa dsu. La loi Le Pen ? Fyé pa dsu . La loi l'ote é l'ote é l'ote ? La Rényon la pa pou avanssé é son dévlopman dékolé.

Alor ! Kèl loi ? Kèl gouvèrnanss ? In loi Rényoné avèk in lakor rante lo moune néna La Rényon pou in vré dévlopman. Si konm bande rényoné i kroi bande zom épi bande fam politik La Rényon lé valab. Akoze pa fé azot konfyanss san atande ankor sinkan pou di kan v'ariv l'ané 2027 : la pa avanss inn tyork ankor in kou.

Justin